EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
SEANCE DU 12 AVRIL 2016

Le Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-
Sénart, régulièrement convoqué, s'est réuni le douze avril deux mille seize à 19h30 à la Communauté
d'agglomération, 9 allée de la Citoyenneté à Lieusaint 77567, salle du Conseil communautaire, sous la
Présidence de Monsieur Francis CHOUCAT, Président.

Étaient présents :

**Commune d'Evry :**
M. Francis CHOUAT, Mme Elodie FRANÇOIS, Mme Edith MAURIN, M. Farouk ALOUANI, Mme Najwa
EL HAÎTE, ivi. Jacques LONGUET, Mme Florence BELLAMY, Mme Danielle VALERO, Mme Widad
ALLOUCHY, Mme Farida AMRANI.

**Commune de Corbeil-Essonnes :**
M. Jean-Michel FRITZ, Mme Nathalie BAUSIVOIR, Mme Frédérique GARCIA, M. Jean-François BAYLE,
Mme. Martine BOUIN, M. Volkan AYKUT, Mme Pascaline VANDENHEEDE, M. Bruno PIRIOU,
M. Jérôme BREZILLON.

**Commune de Savigny-le-Temple :**
Mme Marie-Line PICHERY, Mme Fatiha BENSELEM, M. Dominique CAROTINE, M. Maurice POLLET,
Mme Eléonore PAYS.

**Commune de Grigny :**
M. Philippe RIO, Mme Fatima OGBI, M. Jacky BORTOLI, M. Pascal TROADEC, Mme Djouma DIARRA.

**Commune de Ris-Orangis :**
M. Stéphane RAFFALLI, Mme Françoise SURRAULT, M. Serge MERCIECA.

**Commune de Combs-la-Ville :**
M. Guy GEOFFROY, M. Gilles ALAPETITE, Mme Marie-Martine SALLES, Mme Françoise SAVY.

**Commune de Moissy-Cramayel :**
Mme Line MAGNE, M. Angelo VALERII, Mme Marilyn HUMPHREY, Mme Dorothée MOUREAUX.

**Commune de Courcouronnes :**
Mme Laurence HEQUET.
Commune de Lieusaint :
M. Michel BISSON, Mme Valérie LENGARD.

Commune de Saint-Pierre-du-Perray :
M. Vincent LORRIERE.

Commune de Cesson :
M. Olivier CHAPLET, M. Jean-Louis DUVAL.

Commune de Bondoufle :
M. Jean HARTZ.

Commune de Lisses :
M. Michel SOLOUMIAC

Commune de Saint-Germain-lès-Corbeil :
M. Philippe ROUGER

Commune de Vert-Saint-Denis :
M. Eric BAREILLE.

Commune de Soisy-sur-Seine :
M. Jean-Baptiste ROUSSEAU.

Commune de Nandy :
M. René RÉTHORÉ.

Commune de Saintry-sur-Seine :
M. Raymond BERTELOOT

Commune de Villabé :
M. Fabrice ROUZIC.

Commune Le Coudray-Montceaux :
M. François GROS.

Commune d’Etiolles :
M. Philippe JUMELLE.

Commune de Morsang-sur-Seine :
M. Guy Rubens DUVAL.
Absents excusez représentés :

Commune d'Evry :
M. Manuel VALLS donne pouvoir à M. Francis CHOUAT.
M. Ronan FLEURY donne pouvoir à Mme Elodie FRANCOIS
M. Joseph NOUVELLON donne pouvoir à Mme Widad ALLOUCHY.

Commune de Corbeil-Essonnes :
M. Jean-Pierre BECHTER donne pouvoir à M. Jean-Michel FRITZ
M. Redanga N'GAI-BONA donne pouvoir à M. Volkan AYKUT

Commune de Savigny-le-Temple :
M. Alain BRIARD donne pouvoir à M. Maurice POLLET.
M. Hervé KITEBA SIMO donne pouvoir à Mme Marie-Line PICHERY

Commune de Grigny :
Mme Claire TAWAB donne pouvoir à Mme Fatima OGBI
Mme Claire RENKLYCAY donne pouvoir à M. Philippe RIO.

Commune de Nîmes-Oranis :
M. Thierry MANDON donne pouvoir à M. Stéphane RAFFALI.
M. Ange BALZANO donne pouvoir à Mme Françoise SURRAULT.

Commune de Conbray-la-Ville :
M. Bernard BAILEY donne pouvoir à Mme Françoise SAVY.

Commune de Courcoursnnes :
M. Stéphane BEAUDET donne pouvoir à Mme Laurence HEQUET.

Commune de Saint-Pierre-du-Perray :
Mme Catherine ALQUILOT-VIALAT donne pouvoir à M. Guy GEOFFROY

Commune de Lisses :
M. Thierry LAFON représenté par son suppléant, M. Michel SOULOUMIAC

Commune de Saint-Germain-lès-Corbeil :
M. Yann PETEL représenté par son suppléant, M. Philippe ROUGER

Commune de Saintry-sur-Seine :
Mme Martine CARTAUX-OURY représentée par son suppléant, M. Raymond BERTELOOT

Commune de Villabé :
M. Karl DIRAT représenté par son suppléant, M. Fabrice ROZIC.

Commune de Tigery :
M. Jean CROSNIER donne pouvoir à M. René RETHORE.

Commune de Réau :
M. Alain AUZET donne pouvoir à M. Olivier CHAPLET
Absents excusés :

Commune de Ris-Orangis :
Mme Nhu-Anh DESORMEAUX.

Commune de Courcouronnes :
M. Jean CARON.

Le secrétaire de séance : M. Farouk ALOUANI

Nombre de membres en exercice : 75
Nombre de membres présents ou représentés : 73

OBJET : TARIFS DE MISE A DISPOSITION DU STADE DE BASEBALL DE LIEUSAIN

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) et notamment l'article 2125-1,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud assure la gestion du terrain de baseball situé à Lieusaint,

Considérant que, lorsque cet équipement est disponible, la Communauté d'Agglomération peut, le cas échéant, ouvrir cet équipement à des structures extérieures,

Considérant qu'il y a lieu pour ce faire de fixer des tarifs d'occupation spécifiques, sachant que ces tarifs visent principalement à couvrir le coût de fonctionnement supporté par la Communauté d'Agglomération.

Considérant que, s'agissant d'associations ou établissements concourant à l'intérêt général, la gratuité peut être accordée conformément à l'article 2125-1 du CG3P.

Vu l'avis de la Commission « Sport Culture et Solidarité en date du 7 avril 2016,

Sur proposition du Président,

Le Conseil de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, à mains levées,

DECIDE de fixer à compter du 1er mai 2016 les tarifs d'occupation du terrain de Baseball comme suit :

- location horaire : 150 euros,
- location journée (24 heures) : 1 500 euros.

PRESICE que s'agissant d'associations ou d'établissements œuvrant dans l'intérêt général, la gratuité peut, le cas échéant, être appliquée.
AUTORISE le Président ou le Vice-président ayant délégation dans le domaine concerné à signer tout document relatif à cette délibération.

DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Département de l’Essonne.

Votes :
Nombre de votants : 73
Votes Pour : 73
Votes Contre : 0
Abstentions : 0

Francis CHOUAT
Le Président

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte le 22 AVR. 2016

La présente délibération peut faire l’objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou sa publication, d’un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles ou d’un recours gracieux auprès de la Communauté d’agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d’un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite d’acceptation, sauf exceptions prévues à l’article 21 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et par les décrets d’application de ce texte. La décision ainsi prise, qu’elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée ou tribunal administratif dans un délai de deux mois.